



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale du Havre**  
*Équipe Territoriale*

**Arrêté du 28 MAI 2025** portant prescriptions complémentaires à la société EURIAL Ultra Frais relatives à l'extension de son plan d'épandage

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 autorisant et réglementant les activités exercées par la société EURIAL Ultra Frais sur la commune de Gruchet-le-Valasse ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le dossier de porter-à-connaissance d'extension du plan d'épandage numéroté 217021 transmis le 14 octobre 2024 ;
- Vu les avis sur le dossier de porter-à-connaissance de l'Agence Régionale de Santé de Normandie et de la Mission Interdépartementale pour le Recyclage des Sous-Produits de l'Assainissement en Agriculture ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 23 avril 2025 ;
- Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courriel en date du 22 mai 2025 ;

#### **CONSIDÉRANT**

que la société EURIAL Ultra Frais exploite sur le territoire de la commune de Gruchet-le-Valasse des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées et autorisées par arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 ;

que conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement, la société EURIAL Ultra Frais a déposé un dossier le 14 octobre 2024, destiné à porter à la connaissance de l'administration son projet d'étendre le plan d'épandage actuellement autorisé par arrêté du 11 décembre 2006 susvisé ;

que les avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Normandie et de la Mission Interdépartementale pour le Recyclage des Sous-produits de l'Assainissement en Agriculture (MIRSPAA) sur le dossier complété concluent à la possibilité d'étendre le plan d'épandage de la société EURIAL Ultra Frais ;

que l'examen du dossier de porter-à-connaissance a été réalisé par l'inspection des installations classées et finalisé dans un courrier transmis à l'exploitant du 22 avril 2025 ;

que les modifications présentées dans le cadre du projet d'extension du plan d'épandage ne changent pas de manière significative les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

qu'une modification des prescriptions réglementaires actuelles doit être réalisée du fait des modifications apportées par l'exploitant ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société EURIAL Ultra Frais sise à Gruchet-le-Valasse conformément aux dispositions prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET**

La société EURIAL Ultra Frais, dont le siège social est situé 30 Rue des Jacquins 89150 Jouy, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site de Gruchet-le-Valasse.

### **ARTICLE 2 – AFFICHAGE**

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

### **ARTICLE 3 – SURVEILLANCE**

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

### **ARTICLE 4 – SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 5 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies des communes de : Bolbec, Bolleville, Gommerville, Gruchet-le-Valasse, La Cerlangue, Les Trois-Pierres, Mélamare, Parc-d'Anxtot, Saint-Antoine-la-Forêt, Saint-Aubin-Routot, Saint-Gilles-de-la Neuville, Saint-Jean-de-Folleville, Saint-Nicolas-de-la-Taille, Saint-Romain-de-Colbosc et Tancarville, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de Bolbec, Bolleville, Gommerville, Gruchet-le-Valasse, La Cerlangue, Les Trois-Pierres, Mélamare, Parc-d'Anxtot, Saint-Antoine-la-Forêt, Saint-Aubin-Routot, Saint-Gilles-de-la-Neuville, Saint-Jean-de-Folleville, Saint-Nicolas-de-la-Taille, Saint-Romain-de-Colbosc et Tancarville pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de chacune de ces communes fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de Gruchet-le-Valasse, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le 28 MAI 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

**Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral**

**en date du 28 MAI 2025**

**Société EURIAL à Gruchet-le-Valasse**

**ANNEXE 1**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 5.1.8 est remplacé par :

**« Article 5.1.8. BOUES DE STATION D'ÉPURATION**

**Article 5.1.8.1. Traitement effectué sur les boues**

La filière de traitement des boues comprend une table d'égouttage permettant d'épaissir les boues.

**Article 5.1.8.2. Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires des boues**

L'exploitant dispose d'ouvrages permanents d'entreposage des boues pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. La capacité d'entreposage des boues est au minimum de 4 mois de production de boues, soit 1 600 m<sup>3</sup> de stockage constitués par 2 silos : l'un de 1 200 m<sup>3</sup> et l'autre de 400 m<sup>3</sup>. L'exploitant identifie une filière alternative d'élimination ou de valorisation des boues en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire des boues sur les parcelles d'épandage n'est pas autorisé. »

**Article 2**

Le chapitre 8.1 Épandage du titre 8 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement – est remplacé par :

**« CHAPITRE 8.1 ÉPANDAGE**

**Article 8.1.1. ÉPANDAGES INTERDITS**

Les épandages non autorisés sont interdits.

**Article 8.1.2. ÉPANDAGES AUTORISÉS**

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage exclusivement des boues de sa station d'épuration biologique sous réserve du respect des présentes prescriptions sur les parcelles listées en annexe 2 et figurant sur les 8 cartes d'aptitude à l'épandage en annexe 3 au présent arrêté.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à celles-ci en vue d'être épandu. Seuls les déchets ou les effluents ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus.

L'épandage sera réalisé conformément aux dispositions définies dans le dossier de porter-à-connaissance d'extension du plan d'épandage de 2024, dès lors que celles-ci ne sont pas contraires aux prescriptions ci-après.

#### Article 8.1.2.1. Règles générales

L'épandage de boues de station d'épuration, sur ou dans les sols agricoles, doit respecter les règles définies par les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation) et par l'arrêté du 30 juillet 2018 (relatif au 6<sup>e</sup> programme d'actions régional à mettre en œuvre dans les zones vulnérables).

En particulier l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- Producteur de déchets et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- Producteur de déchets et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée, et y sont annexés les pièces suivantes :

- une copie du présent arrêté complémentaire,
- une copie de toutes les analyses de sols qui concernent l'exploitation agricole,
- une copie du fichier parcellaire,
- une copie de la carte d'aptitude du parcellaire,
- une fiche produit présentant la valeur agronomique des boues et les préconisations d'épandage.

#### Article 8.1.2.2. Étude préalable et caractéristiques de l'épandage

Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, qui doit montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. Toute modification notable des surfaces d'épandage ou de la composition des boues est subordonnée à une mise à jour de l'étude préalable précitée.

Les boues à épandre présenteront des caractéristiques conformes à l'article 39 de l'arrêté intégré du 2 février 1998 et au tableau ci-dessous :

|                              |                                                                                                                                                                 |
|------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Boues à épandre par an       | 4800 m <sup>3</sup> et 215 tonnes de matières sèches de boues, soit une charge polluante de :<br>- 14.6 t N / an<br>- 10.5 t P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> / an |
| Éléments-traces métalliques  | Annexe VII a de l'arrêté ministériel                                                                                                                            |
| Éléments-traces organiques   | Annexe VII a de l'arrêté ministériel                                                                                                                            |
| Matières fertilisantes       | Azote (N), Phosphore (P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> ), Potasse (K <sub>2</sub> O)                                                                               |
| Paramètres physico-chimiques | pH entre 6,5 et 8,5                                                                                                                                             |

Les boues ne peuvent être épandues si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'annexe VII a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les boues ne doivent pas être épandues sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5 ;
- la nature des boues peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 de l'annexe VII a de l'arrêté ministériel.

Pour les parcelles situées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée d'un captage d'eau, les épandages devront être réalisés prioritairement sur prairies. Dans le cas contraire, il sera procédé à un enfouissement systématique dans un délai maximum de 24 heures.

Les règles d'enfouissement systématique ne s'appliquent pas à l'épandage de boues sur prairie.

#### Article 8.1.2.3. Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la quantité maximale d'azote d'origine organique contenue dans les produits épandus sur l'ensemble du plan d'épandage de l'établissement ne doit pas dépasser 14.6 tonnes N/an et d'autre part 10.3 tonnes  $P_2O_5$ /an.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans les sols, les effluents et tous les autres apports ;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre ;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années ;
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action) ;
- des préconisations d'épandage précisées dans le dossier de porter-à-connaissance de septembre 2024.

Les apports en azote des parcelles du plan d'épandage, toutes origines confondues, ne doivent pas dépasser les teneurs fixées au paragraphe II de l'article 39 de l'arrêté intégré du 2 février 1998. Ils doivent permettre de respecter les limites fixées à l'article précédent notamment en azote.

Pour le phosphore, ces apports (exprimés en  $P_2O_5$ ), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- sur prairies permanentes : 500 kg/ha sur 10 ans ;
- sur terres labourables : 800 kg/ha sur 10 ans.

La dose finale retenue pour les boues est au plus égale à 3 kilogrammes de matières sèches par mètre carré, sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux.

Les boues ne peuvent être épandues dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les boues sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a, 1 b et 3 de l'annexe VII a.

#### Article 8.1.2.4. Modalités d'épandage et plan annuel prévisionnel

##### Interdictions en terme de période et de lieux

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé ;

- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente (supérieure à 7 %), dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes ;
- en dehors des parcelles citées à l'annexe 2 ;
- dans les périmètres de protection rapprochée des points d'eau potable ;
- à moins de 35 m d'une bétairie, d'un puits, d'une mare ou d'un effondrement.

#### Modalités à respecter pour l'épandage

La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les déchets et/ou effluents et d'éviter toute pollution des eaux. Le dépôt temporaire des boues sur les parcelles d'épandage est interdit.

1. Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière :
  - à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
  - à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
  - à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
  - à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.
2. En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eau souterraine ne puissent se produire.
3. Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'épandage des boues respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

#### Programme prévisionnel annuel

L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage sur chaque exploitation, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il intègre les contraintes de fertilisation azotée et phosphatée, d'accessibilité des parcelles et de traitement des effluents d'élevage. Il comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- un plan de fumure phosphorique et une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés en annexe VII c de l'arrêté du 02 février 1998 (caractérisation de la valeur agronomique) sur les parcelles de référence concernées par un épandage au cours de la campagne considérée ;
- une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;

- les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...);
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est transmis aux exploitants agricoles et au préfet. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

### **Article 3**

L'article 9.2.6 est remplacé par :

#### **« Article 9.2.6. AUTOSURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE**

##### **Article 9.2.6.1. Cahier d'épandage**

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui est conservé pendant une durée de dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- les modalités d'un enfouissement éventuel ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues, avec les dates de prélèvements et de mesures ainsi que leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

##### **Article 9.2.6.2. Auto Surveillance des épandages**

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents, des déchets et des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d de l'arrêté du 02 février 1998 modifié.

##### **9.2.6.2.1 Surveillance de déchets et/ou déchets à épandre**

La société EURIAL Ultra Frais doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des boues produites (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Le volume des effluents et/ou déchets épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

L'exploitant effectue sur les effluents et/ou déchets des analyses qui portent a minima sur :

- Taux de matières sèches,
- Éléments de caractérisation de la valeur agronomique (annexe VII c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998),
- Éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents au vu de l'étude préalable,
- Agents pathogènes éventuels.

Les analyses sont réalisées selon les fréquences suivantes :

| Type de périodes                  | Fréquence d'analyse par an         |                   |
|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------|
|                                   | Première année de caractérisation  | Autres années     |
| Éléments-traces métalliques       | 2                                  | 1                 |
| Éléments-traces organiques        | 2                                  | 1 tous les 2 ans* |
| Autres paramètres cités ci-dessus | Sur tous les lots de boues épandus | 2                 |

\* : Une analyse à mener en 2025, puis une tous les deux ans si toutes les substances sont inférieures à la limite de quantification ; dans le cas contraire, retour à une fréquence annuelle pour les éléments-traces organiques

Lorsque des changements dans les procédés (nouveau produit, augmentation visée par un nouveau dossier d'autorisation d'exploiter ...) ou les traitements sont susceptibles de modifier la qualité des boues, les fréquences d'analyse sont identiques à celles de l'année de caractérisation. L'inspection des installations classées est informée par un porter-à-connaissance de cette évolution de la nature des boues produites.

#### 9.2.6.2.2 Surveillance des sols

*Suivi des teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols :*

Un réseau de parcelle de référence est mis en place pour suivre les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols.

Sur chaque point de référence, représentatif d'une zone homogène du point de vue pédologique n'excédant pas 100 ha et repéré par ses coordonnées Lambert, les sols doivent être analysés :

- avant le premier épandage,
- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent,
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur le pH et sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII a.

*Suivi de la fertilité des sols :*

Un réseau de parcelles de référence est mis en place pour suivre l'évolution de la fertilité et de l'état calcique des sols.

Sur chaque point de référence, représentatif d'une zone homogène du point de vue culturale et pédologique n'excédant pas 20 ha et repéré par ses coordonnées Lambert, les sols doivent être analysés avant chaque épandage de boues.

Sur les parcelles de référence :

- une fiche de suivi de parcelle sera tenue à jour, annuellement, avec un enregistrement des exportations et des apports de fertilisants et amendements,
- un bilan de fumure phosphatée et un plan de fumure seront établis avant chaque épandage de boues, au moment de la réalisation de l'analyse de fertilité chimique des sols.

*Suivi de la fertilisation azotée :*

Chaque année, le suivi de la fertilisation azotée sera réalisé sur un réseau de parcelles de culture constitué, sur chaque exploitation agricole, au minimum d'une parcelle de suivi par modalité d'épandage (interculture, date d'épandage des boues, pratiques d'apports des effluents d'élevage...).

Un conseil de fertilisation azotée sera réalisé sur chacune des parcelles de suivi, sur la base des outils habituellement utilisés en agronomie (mesures de reliquat d'azote minéral dans les sols, méthode des bilans...).

Les résultats d'analyses et les conseils de fertilisation azotée minérale complémentaire sont adressés aux agriculteurs.

## ANNEXE 2 : PARCELLES DU PLAN D'ÉPANDAGE - RELEVÉS PARCELLAIRES

### RELEVÉ PARCELLAIRE

EARL DU MONT PELLIER  
Le Mont Pellier  
76210 BOLBEC

| Code        | Commune                 | Références cadastrales | Surface | Apt2    | Apt1   | Apt0 | Excl. Tiers | Autres Excl. |
|-------------|-------------------------|------------------------|---------|---------|--------|------|-------------|--------------|
| LM01        | LA CERLANGUE            | A 706                  | 2,3800  | 2,3414  |        |      | 0,0235      | 0,0151       |
| LM03A       | BOLBEC                  | AD 118, 120            | 4,9300  | 4,9300  |        |      |             |              |
| LM03B       | GRUCHET LE VALASSE      | AD 50, 133, 134        | 8,9500  | 8,2727  |        |      | 0,9773      |              |
| LM04        | GRUCHET LE VALASSE      | ZA 21                  | 7,2000  | 8,0823  | 1,8508 |      | 0,4871      |              |
| LM06        | GRUCHET LE VALASSE      | A 59                   | 1,2800  | 1,1082  |        |      | 0,1748      |              |
| LM08        | LES TROIS PIERRES       | ZB 4                   | 3,8800  | 3,8800  |        |      |             |              |
| LM17        | SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC | ZK 55, 56, 57, 58      | 5,2800  | 4,0591  | 0,2481 |      | 0,5480      | 0,4248       |
| LM21        | BOLBEC                  | ZA 1                   | 4,9100  | 4,4910  |        |      | 0,4180      |              |
| LM27A       | BOLLEVILLE              | ZI 28                  | 12,2400 | 10,2633 | 2,7622 |      | 0,2145      |              |
| LM27B       | BOLLEVILLE              | ZI 28, 27              | 15,2800 | 14,1368 | 0,8542 |      | 0,2663      |              |
| Total en ha |                         |                        | 66,7000 | 58,6515 | 5,5121 |      | 2,1835      | 0,4396       |

Parcelles intégrées depuis l'AP du 11/12/2006

### RELEVÉ PARCELLAIRE

EARL DU NOUVEAU MONDE  
603 rte de Lillebonne  
76170 SAINT ANTOINE LA FORET

| Code        | Commune                  | Références cadastrales                  | Surface | Apt2    | Apt1   | Apt0   | Excl. Tiers | Autres Excl. |
|-------------|--------------------------|-----------------------------------------|---------|---------|--------|--------|-------------|--------------|
| ENM01       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | BA 50, 114                              | 3,1700  | 3,1098  |        |        | 0,0605      |              |
| ENM02       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AC 45, 47                               | 4,5800  | 4,1330  | 0,4570 |        |             |              |
| ENM03       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | BB 58, 99, 61, 179, AB 97, 103, 104     | 6,7200  | 8,7851  | 0,9832 |        | 0,0517      |              |
| ENM04       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AC 49                                   | 2,8200  | 2,7942  |        |        | 0,3858      |              |
| ENM05       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AB 46, 48, 50, 56, 441, 477             | 7,6600  | 6,3135  | 0,7612 | 0,4416 | 0,4334      |              |
| ENM06       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AB 55, 58, 437                          | 1,5000  | 1,4973  |        |        | 0,0627      |              |
| ENM07       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | BB 56                                   | 1,5800  | 1,5800  |        |        |             |              |
| ENM08       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | BB 200                                  | 3,7000  | 2,8177  | 0,9869 |        | 0,3154      |              |
| ENM09       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | BB 33                                   | 2,7600  | 1,7740  |        |        | 0,9760      |              |
| ENM10       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AB 26, 247, 498, 497                    | 4,0800  | 3,2995  |        | 0,0866 | 0,4910      | 0,0625       |
| ENM11       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AA 171, 174, 451, 551, AB 247           | 5,2600  | 4,4074  |        | 0,0424 | 0,9102      |              |
| ENM12       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AA 79, 394                              | 2,6800  | 2,0078  |        |        | 0,6722      |              |
| ENM13       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AB 22, 23, 24, 967                      | 3,9800  |         | 1,1275 | 2,3930 |             | 0,4496       |
| ENM14       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AA 548, 547, 548, 549, 550, 551, AB 247 | 4,7900  | 2,6250  |        | 1,5565 | 0,0497      | 0,5588       |
| ENM15       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET   | AA 547                                  | 2,2800  | 2,2800  |        |        |             |              |
| ENM17       | SAINT JEAN DE BOLLEVILLE | A 73, 74, 77, 84                        | 4,4300  | 3,6117  | 0,2630 |        | 0,5473      | 0,1076       |
| Total en ha |                          |                                         | 65,2600 | 50,6157 | 4,3588 | 4,5207 | 4,2559      | 1,2087       |

Parcelles intégrées depuis l'AP du 11/12/2006

## RELEVÉ PARCELLAIRE

SCEA DU MOULIN  
357 rue du Moulin  
76170 MELAMARE

| Code        | Commune                 | Références cadastrales                    | Surface | Apt2    | Apt1   | Apt0   | Excl. Tiers | Autres Excl. |
|-------------|-------------------------|-------------------------------------------|---------|---------|--------|--------|-------------|--------------|
| SDM01       | MELAMARE                | AH 1, 2, 3, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41    | 18,9000 | 17,6319 |        | 0,6713 | 0,2643      | 0,0324       |
| SDM06       | SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC | ZH 56, 59, 60                             | 5,3600  | 4,5166  |        |        | 0,2308      | 0,6106       |
| SDM11       | MELAMARE                | AE 142, 143, 144, 145                     | 8,1000  | 6,5979  |        | 0,7846 | 0,7008      | 0,0368       |
| SDM12       | GRUCHET LE VALASSE      | AI 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 | 10,7800 | 8,8703  | 1,5720 |        |             | 0,3397       |
| Total en ha |                         |                                           | 43,1400 | 37,6167 | 1,5720 | 1,4358 | 1,1959      | 1,0188       |

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| Parcelles intégrées depuis l'AP du 11/12/2006 |
|-----------------------------------------------|

## RELEVÉ PARCELLAIRE

SCEA FERME DU HAMEL AU COEUR  
51 le Hamel au Coeur  
76170 SAINT JEAN DE FOLLEVILLE

| Code        | Commune                    | Références cadastrales                                               | Surface  | Apt2     | Apt1    | Apt0   | Excl. Tiers | Autres Excl. |
|-------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------------|----------|----------|---------|--------|-------------|--------------|
| TT01        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | A 63, 144, 270, 299, 303                                             | 4,5600   | 4,1831   |         |        | 0,3969      |              |
| TT02        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | A 69, 144, 270, 345                                                  | 10,1000  | 9,8193   |         | 0,2907 |             |              |
| TT03        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | A 346                                                                | 5,1300   | 4,8208   | 0,3092  |        |             |              |
| TT04        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | A 206                                                                | 6,5700   | 5,4912   | 0,5145  | 0,1133 | 0,3610      |              |
| TT05        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | A 147, 182, 204                                                      | 4,1100   | 3,4413   | 0,0159  | 0,0930 | 0,5569      |              |
| TT07        | SAINT-NICOLAS-DE-LA-TAILLE | A 818, 819, 820, 821                                                 | 12,1700  | 11,3738  | 0,3414  |        | 0,4549      |              |
| TT09        | GRUCHET LE VALASSE         | AI 6, 8, 9, 10, 12, 13                                               | 9,5000   | 8,9541   | 0,0963  |        | 0,4469      |              |
| TT10        | SAINT-NICOLAS-DE-LA-TAILLE | A 620                                                                | 1,5800   | 1,3409   | 0,2348  |        | 0,1043      |              |
| TT11A       | SAINT-NICOLAS-DE-LA-TAILLE | A 1017                                                               | 4,7800   | 4,1455   | 0,2791  |        |             | 0,3654       |
| TT11B       | SAINT-NICOLAS-DE-LA-TAILLE | A 1017                                                               | 2,7400   | 0,9470   | 0,0468  |        | 0,3216      | 1,4240       |
| TT12A       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 96, 97, 98, 103, 104, 105, 114, 115, 239, 316, 338, 355, 457, 513 | 11,2000  | 9,4024   | 0,9816  |        | 1,1360      |              |
| TT12B       | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 104, 105, 114, 115, 355                                           | 4,0000   | 2,2069   | 0,7535  | 1,0352 |             |              |
| TT13        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 33, 42, 51, 52, 53, 372, 377, 393, 410, 414, 474                  | 8,3700   | 7,6923   |         |        | 0,8677      |              |
| TT14        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 58, 422, 435, 437                                                 | 3,9400   | 3,1653   | 0,3764  |        | 0,2762      | 0,1231       |
| TT15        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AA 53, 54, 56, 416, 419, 531                                         | 15,3200  | 12,8915  |         | 2,2301 | 0,1720      | 0,0284       |
| TT16        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AA 542                                                               | 3,9200   | 3,6435   |         |        | 0,2758      | 0,0007       |
| TT17        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 33, 52, 53                                                        | 2,2500   | 1,3737   |         | 0,7995 |             | 0,0888       |
| TT18        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 239, 240, 316, 319, 319, 472                                      | 13,1400  | 11,2344  |         |        | 1,9059      |              |
| TT19        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 292, 293, 294, 295, 510                                           | 4,8800   | 2,7939   | 1,9567  |        | 0,1264      |              |
| TT20        | SAINT-NICOLAS-DE-LA-TAILLE | A 436, 442, 444, 1148                                                | 5,2200   | 4,0012   | 0,5311  |        | 0,5877      |              |
| TT21        | SAINT-ANTOINE-LA-FORET     | AB 477                                                               | 2,3300   | 1,4324   |         |        | 0,9979      |              |
| TT22        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | D 1037                                                               | 1,6200   |          | 1,6200  |        |             |              |
| TT23        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | D 72                                                                 | 5,4000   |          | 2,2634  | 2,2141 |             | 0,9225       |
| TT24        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | D 1023                                                               | 5,0000   |          | 2,5516  |        |             | 2,4484       |
| TT25        | SAINT JEAN DE FOLLEVILLE   | D 359                                                                | 1,4700   |          | 0,9965  |        |             | 0,7705       |
| Total en ha |                            |                                                                      | 149,3000 | 114,2159 | 13,4578 | 6,7559 | 8,7061      | 8,1584       |

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| Parcelles intégrées depuis l'AP du 11/12/2006 |
|-----------------------------------------------|

## RELEVÉ PARCELLAIRE

**SCEA RENAULT-LEBERQUER**  
**La Bergerie**  
**76430 TANCARVILLE**

| Code        | Commune                     | Références cadastrales   | Surface  | Apt2     | Apt1   | Apt0   | Excl. Tiers | Autres Excl. |
|-------------|-----------------------------|--------------------------|----------|----------|--------|--------|-------------|--------------|
| R.JL01      | LA CERLANGUE                | B 148, 152               | 17,2300  | 17,2300  |        |        |             |              |
| R.JL02      | LA CERLANGUE                | B 101                    | 9,3000   | 9,2739   |        |        | 0,0261      |              |
| R.JL03      | LA CERLANGUE                | B 132                    | 2,0600   | 2,0600   |        |        |             |              |
| R.JL04A     | LA CERLANGUE                | B 148, 152               | 6,6000   | 6,6000   |        |        |             |              |
| R.JL04B     | TANCARVILLE                 | A 3, 683                 | 14,6600  | 14,5576  |        |        | 0,1024      |              |
| R.JL05      | TANCARVILLE                 | A 3, 683                 | 23,6000  | 23,3952  |        |        | 0,4148      |              |
| R.JL06      | GOMMERVILLE                 | B 295, ZE 4              | 10,5800  | 9,8234   |        |        | 0,2923      | 0,4643       |
| R.JL07      | GOMMERVILLE                 | ZE 4                     | 4,9000   | 4,9000   |        |        |             |              |
| R.JL08      | GOMMERVILLE                 | ZE 7                     | 10,5200  | 10,3858  |        | 0,1182 |             | 0,0180       |
| R.JL09      | LA CERLANGUE                | B 134                    | 1,4600   | 1,4602   |        |        | 0,0268      |              |
| R.JL10      | TANCARVILLE                 | A 24, LA CERLANGUE B 174 | 4,4200   | 4,2084   |        |        | 0,2116      |              |
| R.JL11A     | SAINT AUSIN ROUTOT          | ZC 8                     | 5,2600   | 4,3912   |        | 0,6096 | 0,2663      |              |
| R.JL11B     | SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC     | ZA 2                     | 14,4600  | 14,4600  |        |        |             |              |
| R.JL12A     | SAINT AUSIN ROUTOT          | ZH 17                    | 3,6200   | 3,6166   |        |        | 0,0020      |              |
| R.JL12B     | SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC     | ZA 31                    | 2,3100   | 2,3100   |        |        |             |              |
| R.JL12C     | SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC     | ZA 31                    | 17,0000  | 16,6171  |        |        | 0,3779      | 0,0046       |
| R.JL13      | SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC     | AE 124                   | 12,8000  | 12,2586  |        |        | 0,5414      |              |
| R.JL14      | SAINT GILLES DE LA NEUVILLE | ZI 24                    | 12,2600  | 10,2011  |        | 1,5946 |             | 0,4643       |
| R.JL15A     | SAINT GILLES DE LA NEUVILLE | ZH 15                    | 2,6000   | 2,4823   | 0,1177 |        |             |              |
| R.JL15B     | PARC D'ANXTOT               | ZE 9                     | 7,9000   | 6,5116   | 1,0760 |        | 0,1426      | 0,1668       |
| Total en ha |                             |                          | 184,0600 | 177,0344 | 1,1987 | 2,3224 | 2,4102      | 1,1083       |

|  |                                               |
|--|-----------------------------------------------|
|  | Parcelles intégrées depuis l'AP du 11/12/2006 |
|--|-----------------------------------------------|

### **ANNEXE 3 : CARTES D'APTITUDES A L'ÉPANDAGE**

















